

ensuite que même si les communistes sont prêts à former des alliances tactiques avec les forces sociales-démocrates, «personne ne nous forcera à faire de compromis sur des questions de foi et de conception mondiale».

En d'autres mots, la lutte idéologique se livre exclusivement de ce côté-ci du rideau de fer. Les communistes acceptent de faire des compromis afin d'affaiblir nos sociétés, mais ils ne nous permettront pas de nous mêler de la façon dont ils administrent leur propre société. Tant qu'ils pourront trouver des syndicalistes occidentaux qui sont prêts à accueillir comme des camarades des agents reconnus du KGB, leurs affaires continueront d'aller très bien. Ils remportent leur plus grand succès quand ils peuvent trouver un dirigeant occidental comme notre premier ministre. Non seulement a-t-il rencontré des agents du KGB, mais il en a même invité un, Alexandre Gresko, à son bureau pour se faire photographier. Gresko était un espion russe. Il a été expulsé de Grande-Bretagne en 1971 parce qu'il était un agent d'espionnage russe de premier plan.

Il est tout à fait incompréhensible que le premier ministre devienne tellement ami avec un espion russe qu'il se fasse photographier avec lui pour des raisons de publicité. Je ne peux pas comprendre non plus pourquoi le Canada doit sembler avoir des liens plus amicaux avec les pays et les satellites communistes qu'avec ses amis et ses alliés traditionnels. Je veux parler surtout des États-Unis et du regrettable écart qu'on est en train de créer entre nos deux pays.

Impossible de dire que le Canada est à l'abri. Impossible. Par conséquent, nous devons nous rendre compte des dangers et prendre les précautions nécessaires. Les petits exemples de subversions que le citoyen moyen d'un pays aussi pacifique que le Canada voit tous les jours ne sont que les premières étapes en ce sens. Je veux parler du chef d'atelier marxiste qui encourage les travailleurs à faire des grèves illégales; du bibliothécaire municipal qui refuse d'acheter des livres de droite et de l'enseignant gauchiste qui distribue des feuillets de propagande sur le Vietnam pendant sa classe d'histoire. Ce sont tous des exemples. Qui plus est, cela se produit déjà au Canada.

● (1630)

C'est à chacun de s'informer de la stratégie qui se cache derrière ces manifestations occasionnelles et d'émettre des protestations pendant qu'il en est encore temps. C'est aux politiciens de la presse de prendre les mesures nécessaires pour contrer l'infiltration communiste, pour garantir la liberté de la presse et à nos enfants, une éducation démocratique où les valeurs morales et politiques resteront intactes et surtout d'imposer des procédures d'élection démocratiques pour la direction des syndicats. Il suffit de regarder par exemple les procédures suivies au Syndicat international des marins.

Le temps est venu d'exhorter les gouvernements d'étudier sérieusement la question. Je me reporterai brièvement une fois de plus au rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité qui a été soumis au gouvernement Trudeau en 1969 et je cite:

Pour mener leurs opérations d'espionnage et leurs activités subversives, les puissances communistes utilisent des membres de leurs missions diplomatiques, des résidents illégaux (c'est-à-dire des personnes qui, n'ayant aucun statut officiel, vivent ici illégalement, probablement sous le couvert d'une fausse identité), des membres des partis communistes au Canada, connus ou clandestins, des sympathisants communistes et enfin toute personne qu'elles peuvent compromettre, corrompre ou soumettre à un chantage. Les services de renseignements des pays communistes disposent de vastes ressources et leurs techniques sont modernes, perfectionnées et efficaces.

Le budget—M. Robinson

De plus, il est important de rappeler, si l'on veut bien saisir la portée des problèmes relatifs à la sécurité, que les puissances communistes ne se contentent pas de faire appel à des communistes ou à des sympathisants; il est amplement prouvé qu'elles n'hésitent pas à recruter des agents au moyen du chantage, en prenant avantage de certaines déficiences caractérielles ou même en utilisant la contrainte. Ainsi, elles peuvent établir des relations qu'elles exploitent ensuite à leurs fins avec des membres de la Fonction publique du Canada tant au pays qu'à l'étranger, des employés du secteur industriel, des membres de divers groupements ethniques et de colonies d'immigrés, des professeurs et étudiants d'universités et enfin avec ceux qui voyagent entre le Canada et les pays communistes. Les communistes ont à maintes reprises fait preuve de leur habileté à recruter des agents en jouant sur toute la gamme des faiblesses humaines.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Jelinek: Pourrais-je avoir une minute de plus pour terminer?

Des voix: Règlement.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Cela ne peut se faire qu'avec le consentement unanime de la Chambre. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Jelinek: Pourrais-je demander le consentement unanime de la Chambre pour une minute de plus?

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Il n'y a pas consentement unanime. La parole est au député de Toronto-Lakeshore.

M. Robinson: Madame l'Orateur, je serais d'accord pour donner au député une minute de plus simplement parce qu'il est mon député.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Accepte-t-on de laisser le député terminer ses propos?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Jelinek: Merci beaucoup. Madame l'Orateur...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. La Chambre n'a pas donné son consentement.

M. W. Kenneth Robinson (Toronto-Lakeshore): Madame l'Orateur, je m'excuse auprès de mon ami. J'essayais de l'aider à s'en sortir. Apparemment, les députés n'étaient pas tous d'accord. J'ai peu de temps, aussi je serai bref.

J'ai suivi les spéculations qui ont précédé l'exposé budgétaire et le débat qui lui a succédé; de toute évidence, quelles que soient les propositions du ministre des Finances (M. Turner), aucun train de mesures ne pourrait résoudre complètement le problème de la stagflation à la satisfaction de chacun.

On pourrait sans aucun doute imaginer un budget qui, à court terme, aurait reçu un accueil plus favorable. Toutefois, un budget n'est pas et ne doit pas être un concours de popularité. Le ministre des Finances l'a dit le 23 juin, un budget est à la fois un document économique et humain. Il fixe les objectifs et les buts économiques du Canada et décrit les mesures par lesquelles le gouvernement espère les atteindre.

Certains critiques soulignent que le budget ne supprime ni le chômage ni l'inflation, ils ont raison, mais il est